



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Garonne

## **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute Garonne**

3 Boulevard du Professeur Léopold Escande  
31093 TOULOUSE Cedex 9  
N° SIRET : 776 950 404 00025

### **TRAVAUX DE RENOVATION DU NOUVEL ACCUEIL DE SAINT-GAUDENS DE LA CPAM DE LA HAUTE-GARONNE**

1 rue du Général Lapène  
31800 SAINT GAUDENS

## **Cahier des Clauses Techniques Particulières LOT 7 : CONTROLE D'ACCES**

Marché à procédure adaptée passé notamment en application des articles L. 2123-1.1° et R.2123-1.1° du Code de la commande publique.

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS.....</b>	<b>4</b>
<b>1.1.</b>	<b>PRESENTATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1.1.	Objet du marché.....	4
1.1.2.	CONTEXTE .....	4
1.1.3.	DESCRIPTION DU BATIMENT .....	4
1.1.4.	REPARTITION DES LOTS .....	5
<b>1.2.</b>	<b>CONDITIONS PARTICULIERES DE REALISATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
1.2.1.	CONNAISSANCE DES LIEUX ET REPERAGE SUR PLAN .....	5
1.2.2.	ACCESSIBILITE .....	6
1.2.3.	PRESTATIONS COMPRISES .....	6
1.2.4.	INTERVENTION EN IMMEUBLE D’HABITATION / NUISANCES .....	6
1.2.5.	HORAIRES D’INTERVENTION .....	7
1.2.6.	ACCES ET SECURITE DES BATIMENTS.....	7
1.2.7.	PROPRETE DU CHANTIER ET DE LA LIVRAISON .....	7
1.2.8.	STRUCTURE DES BATIMENTS .....	8
1.2.9.	RESEAUX .....	8
1.2.10.	APPROVISIONNEMENT ET STOCKAGE .....	9
1.2.11.	SIGNALISATION ET STATIONNEMENT .....	9
1.2.12.	BASE DE VIE .....	9
1.2.13.	MATERIAUX INCORPORES .....	10
1.2.14.	MISE EN ŒUVRE .....	10
1.2.15.	DELAI D’INTERVENTION .....	11
1.2.16.	QUALITE DES INTERVENANTS .....	11
1.2.17.	CONFORMITE DES MATERIELS UTILISES .....	11
1.2.18.	AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES .....	12
1.2.19.	PERMIS FEU ET SECURITE INCENDIE .....	12
1.2.20.	PILOTAGE ET COORDINATION.....	13
1.2.21.	OBLIGATION DE DISCRETION ET RESPECT DU REGLEMENT DE L’ENTREPRISE .....	14
1.2.22.	DEGRADATION, DEFECTUOSITE ET INACHEVEMENT.....	14
1.2.23.	DEVELOPPEMENT DURABLE ET QUALITE ENVIRONNEMENTALE .....	15
1.2.24.	FIN DE CHANTIER ET DOCUMENTS.....	15
1.2.25.	GARANTIE .....	16

<b>1.3.</b>	<b>ORGANISATION DES INTERVENTIONS .....</b>	<b>16</b>
1.3.1.	PERIODE DE PREPARATION – ETUDE PREALABLE .....	16
1.3.2.	PERIODE D’EXECUTION .....	17
1.3.3.	RECEPTION DE LA PRESTATION .....	17
<b>2.</b>	<b>PRESCRIPTIONS PARTICULIERE DU LOT 7 : contrôle d’accès.....</b>	<b>19</b>
<b>2.1.</b>	<b>Coordination avec les autres lots .....</b>	<b>19</b>
<b>2.2.</b>	<b>Caractéristiques techniques générales .....</b>	<b>19</b>
2.2.1.	Règles de l’art et Normes .....	19
2.2.2.	Normes et guides électriques.....	20
2.2.3.	Choix du matériel .....	20
2.2.4.	Installation du contrôle d’accès .....	21
2.2.5.	Câbles et cheminements .....	22

# 1. PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

## 1.1. PRESENTATION DU MARCHE

### 1.1.1. OBJET DU MARCHE

Ce marché alloti a pour objet l'exécution par le TITULAIRE, de travaux de rénovation d'un nouveau site pour la CPAM de la Haute-Garonne (MOA).

Ces travaux seront menés sous la responsabilité des services techniques du MOA.

Le présent CCTP a pour objet :

- de décrire le cadre général d'exécution des prestations attendues,
- d'indiquer les exigences et contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et normes en vigueur : DTU, AFNOR, prescription CSTB ...,
- de définir l'organisation d'une intervention,
- de définir les contraintes et exigences particulières du lot

### 1.1.2. CONTEXTE

Dans le cadre de la gestion de son patrimoine la CPAM de Haute-Garonne opère un changement de site sur la commune de St Gaudens.

Le nouveau site intègrera un accueil du public, des espaces de bureaux ainsi qu'un espace de restauration et une salle d'archivage

Les espaces dédiés à l'accueil du public doivent répondre aux objectifs du « parcours assuré » défini par la tutelle nationale de la CPAM et se conformer à la charte accueil définie au niveau national.

### 1.1.3. DESCRIPTION DU BATIMENT

Le site à rénover se situe au 1 rue du Général Lapene 31 800 SAINT GAUDENS:



Le bâtiment est composé d'appartements d'habitation et de bureaux sur le 1<sup>er</sup> étage.

Les zones impactées par les travaux du présent marché se situent :

- Au RDC : local commercial destiné à recevoir : l'accueil du public (box d'accueil et 2 bureaux), un espace de restauration, une salle serveur informatique, une salle d'archivage et un espace sanitaire
- Au R+2 : appartement d'habitation à aménager en bureaux, sans modification du cloisonnement (desserte CFA et CFO uniquement)

Les contenances et classement sont les suivants :

- RDC – 200 m<sup>2</sup> - Classement ERP 5<sup>ème</sup> catégorie
- R+2 – 80 m<sup>2</sup> - Classement Code du Travail

#### 1.1.4. REPARTITION DES LOTS

N° LOT	INTITULE DU LOT
1	Démolition - Maçonnerie
2	Plâtrerie - Cloisonnement - Isolation - Faux plafond - Cloisons amovibles - Peinture
3	Menuiserie bois - Menuiserie aluminium & PVC - Serrurerie
4	Sols souples - Sols durs - Faïence
5	Plomberie - CVC
6	Electricité - CFA - CFO
7	Contrôle d'accès

## 1.2. CONDITIONS PARTICULIERES DE REALISATION DES TRAVAUX

Ce chapitre a pour objet de présenter le cadre d'intervention, les obligations et contraintes du fait des spécificités du bâtiment, des activités en son sein et de l'organisation générale de la CPAM de la Haute-Garonne.

**Il est précisé que lorsque des marques ou des types de matériels sont cités dans l'une des pièces du marché (CCTP, CDPGF, ...) ce n'est qu'à titre indicatif afin de préciser au titulaire le type de prestation attendue. Dans chaque cas, le titulaire a la possibilité de proposer un matériel d'une autre marque ou d'un autre type dans la mesure où il présente des caractéristiques équivalentes.**

#### 1.2.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET REPERAGE SUR PLAN

Le TITULAIRE devra présenter son offre au vu des plans et documents annexés au présent CCTP. Avant la remise de son offre, l'Entreprise est tenue de recueillir tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour assurer la parfaite qualité de ses prestations.

Les plans, tracés et relevés à l'échelle fournis par le MOA devront être vérifiés par le TITULAIRE avant toute intervention.

Toute erreur ou incomplétude devra être signalée au MOA.

Les modifications issues des travaux devront être portées sur les plans et communiquées au MOA.

En cas de nécessité et après autorisation expresse du MOA, le TITULAIRE pourra procéder à des sondages. Les dégradations provoquées par ces sondages devront être remises en état par le TITULAIRE.

### 1.2.2. ACCESSIBILITE

Le site devra être conforme aux normes et réglementations régissant l'accessibilité des PMR :

- précisées par le décret 2006-555 du 17 mai 2006,
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

Ainsi, le TITULAIRE devra scrupuleusement respecter les dimensions précisées sur les plans. Dans son rôle de conseil le TITULAIRE devra alerter le MAITRE D'OUVRAGE sur les dispositions et mesures contraires à ces textes.

### 1.2.3. PRESTATIONS COMPRISES

L'offre du TITULAIRE doit inclure l'ensemble des prestations, des fournitures et tous les frais de mise en œuvre nécessaires à la complète et parfaite exécution des travaux de telle sorte que leur achèvement ne donne lieu à aucun supplément.

En conséquence, les propositions du TITULAIRE devront comprendre :

- Toute les études techniques, plans, notes de calcul...,
- Toutes les autorisations administratives (DITC, autorisation d'urbanisme...),
- L'ensemble des approvisionnements et manutention de matériels et matériaux
- L'ensemble des matériels nécessaires à l'intervention, y compris les matériels de levage et d'accès,
- L'ensemble des matériaux nécessaires à la parfaite et complète exécution des travaux,
- Les prestations de nettoyage et de protection du chantier,
- Les prestations d'évacuation et de retraitement des déchets,
- L'ensemble des rebouchages suite aux percements, aux descellements et à l'enlèvement de matériels (goulottes, tubes, chambranle...).

### 1.2.4. INTERVENTION EN IMMEUBLE D'HABITATION / NUISANCES

Les interventions seront réalisées au RDC d'un immeuble d'habitation.

Le TITULAIRE devra limiter les nuisances de toute sorte tant dans leur intensité que dans la durée, notamment en prenant soin au choix des matériels et méthodes utilisés et en respectant les préconisations du responsable de sécurité du MOA.

Le TITULAIRE devra informer le CLENT préalablement à son intervention des périodes et de tous les types de nuisances générées :

- Olfactive
- Sonore
- Poussière
- Entrave à la circulation
- Coupure de réseau (eau, chauffage, climatisation, électricité...)

En fonction de cette définition des nuisances induites et du calendrier, le CLIENT pourra être amené à prendre des mesures afin de limiter l'impact sur les usagers du bâtiment, et/ou à proposer des aménagements de calendrier au TITULAIRE.

Lors d'une intervention, en cas de « plainte » d'usagers du bâtiment, le TITULAIRE est tenu de contacter immédiatement le MOA. Il ne doit en aucun cas se soumettre aux injonctions des usagers de l'immeuble sans un avis préalable du responsable de sécurité du MOA ou du responsable de l'opération au sein du service technique du MOA.

#### **1.2.5. HORAIRES D'INTERVENTION**

Les interventions devront être réalisées sur la plage horaire de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi.

Cette plage d'intervention pourra être adaptée en fonction :

- des contraintes de service du MOA : un calendrier spécifique sera alors défini conjointement entre le MOA et le TITULAIRE afin de restreindre cette plage et l'adapter aux contraintes ou d'effectuer des travaux hors de ces plages.
- des contraintes d'autorisation administrative (voirie...) nécessitant des interventions hors plage.
- des contraintes de sécurité nécessitant une intervention en urgence hors plage horaire et potentiellement le weekend.

#### **1.2.6. ACCES ET SECURITE DES BATIMENTS**

Lors des interventions, le TITULAIRE se verra confier une clé du site, celle-ci devra être restituée à l'achèvement des prestations.

Le TITULAIRE devra remettre la liste nominative des intervenants qui en seront bénéficiaires.

Le TITULAIRE s'engage à maintenir le site fermé hors des plages d'intervention.

#### **1.2.7. PROPRETE DU CHANTIER ET DE LA LIVRAISON**

Préalablement au démarrage des travaux, le TITULAIRE s'engage à mettre les protections nécessaires au type d'intervention réalisée afin :

- de circonscrire les poussières à la zone d'intervention et éviter autant que possible la dispersion vers les espaces occupés de l'immeuble
- d'éviter les dégradations des aménagements et des revêtements du site dans les zones d'intervention
- de faciliter le nettoyage en fin de chantier

Le TITULAIRE s'engage à maintenir le chantier en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux et à prendre toutes les dispositions utiles à cet effet :

- enlèvement des emballages et protections,
- enlèvement des essuies mains souillés
- élimination des traces de colles et autres produits résiduels,
- nettoyage du chantier et des sols en fin de journée,
- évacuation des déchets hors du chantier au fur et à mesure.

En fin de chantier, le TITULAIRE devra procéder à l'enlèvement

- des protections et le nettoyage de tous les locaux affectés par les travaux et le passage des ouvriers,
- des gravats et de tous déchets. L'enlèvement des gravats et déchets devra se faire par le biais de matériel adapté : sacs, sceaux... le cas échéant certains gravats devront être humidifiés afin d'éviter toute dissémination de poussière sur leur trajet d'évacuation.

Le TITULAIRE s'engage à effectuer un tri des déchets issus du chantier avant de les déposer dans une décharge en fonction de leur typologie.

Le TITULAIRE pourra localiser les sites des décharges sur le site : [www.dechets-chantier.ffbatiment.fr](http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr).

En cas de non-respect par le TITULAIRE des obligations découlant des prescriptions concernant le nettoyage, le MOA le fera exécuter par un prestataire extérieur de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du TITULAIRE, et aux frais et risques de ce dernier.

Dans tous les cas, la protection préalable du chantier ainsi que le nettoyage de fin de chantier sont réputés faire partie de l'offre et n'amènent pas à être des éléments complémentaires du devis et de facturation.

#### **1.2.8. STRUCTURE DES BATIMENTS**

Préalablement à toute intervention sur des éléments structurels du bâtiment, le TITULAIRE devra s'assurer :

- d'être en possession de l'ensemble des études, notes de calcul, plans et recommandations des bureaux d'études préalablement mobilisés,
- d'effectuer les étaitements, les banches et les supportages nécessaires à une parfaite sécurisation du chantier,
- de disposer des personnels et matériels nécessaires à ce type d'intervention,
- de respecter parfaitement le cahier des charges préalablement défini par les bureaux d'études et de conseil le cas échéant : étaieement, consolidation, ferrailage, niveau d'ancrage, temps de séchage, qualité des matériaux mis en œuvre,
- le cas échéant et selon les préconisations de faire vérifier les prestations par un bureau d'étude et/ou un bureau de contrôle habilité.

Lors de l'approvisionnement et le stockage des matériaux le TITULAIRE devra s'assurer de la portance des cheminements et des planchers, le cas échéant en faisant appel à un bureau d'étude spécialisé.

#### **1.2.9. RESEAUX**

Sauf cas d'urgence (sécurité des personnels ou des biens), aucune coupure de réseau (eau, électricité, gaz, évacuation, télécommunication...) ne pourra être réalisée sur initiative du TITULAIRE.

Ces interventions devront avoir été préalablement validées par le MOA et être réalisées par un personnel dûment habilité.

Dans le cas de coupure des réseaux : télécommunication, eau, gaz, électricité, le service technique du MOA devra être avisé au moins une semaine à l'avance afin de prendre les dispositions utiles pour garantir la sécurité des biens et des personnes et la continuité des travaux.

Ce préavis est porté à 15 jours s'il devait impacter les zones de l'immeuble autres que celles impactées par les travaux, notamment les parties communes et résidentielles de l'immeuble.



Dans leur cheminement, les réseaux peuvent être encastrés. Il appartiendra au TITULAIRE de mettre en œuvre des moyens permettant la détection de ces réseaux avant démolition, perçage, carottage .... La prise en charge financière des éventuelles dégradations ainsi que l'ensemble des conséquences liées à ces dégradations est à la charge du TITULAIRE responsable s'il est avéré que les moyens de détections appropriés n'ont pas été mis en œuvre.

Lors d'intervention sur les réseaux d'évacuation, la séparation des réseaux EP (eaux pluviales), EU (eaux usées) et EV (eaux vannes) devra être respectée.

En cas de non observation, les travaux de mise en conformité seront intégralement à la charge de l'entreprise.

#### **1.2.10. APPROVISIONNEMENT ET STOCKAGE**

Le TITULAIRE doit faire son affaire de l'approvisionnement du chantier, aucun moyen humain et/ou technique du MOA ne sera mis à disposition de l'entreprise du TITULAIRE.

Le stockage des matériaux incorporés au chantier devra se faire en accord avec le responsable de sécurité du MOA tant au niveau de la dangerosité des produits qu'au niveau des zones de stockage. Comme le principal du chantier, ces zones devront rester dans un état de propreté et d'organisation. Dans le cas de stockage sur site, le TITULAIRE devra en assurer toutes les contraintes et responsabilités.

Les approvisionnements et stockage de matériaux lourds devront respecter les contraintes de charges des zones de transit et de stockage. En cas de doute, il appartient au TITULAIRE de faire étudier la résistance des planchers et cheminements.

Le stockage devra être effectué au sein du local et ne devra pas entraver l'activité des autres intervenants.

Le stockage des matériaux, matériel et ouvrage avancés se feront sous l'entière responsabilité du TITULAIRE, il lui appartient donc de mettre en œuvre les protections nécessaires.

#### **1.2.11. SIGNALISATION ET STATIONNEMENT**

Le TITULAIRE est avisé qu'une partie des travaux peut être accomplie en bordure des voies publiques ou privées et que, dans ce cas, toutes signalisations et protections nécessaires devront être installées à sa charge et dans le respect de la réglementation des voiries, visibles de jour comme de nuit.

Au sein du bâtiment et sur les zones extérieures privatives, toute intervention devra être signalée :

- Définition des zones d'intervention et de stockage et de cheminement le cas échéant,
- Interdiction d'accès : inscription et balisage,
- Indication des obligations réglementaires de port des EPI,
- Indication des cheminements et de contournement le cas échéant.

Les véhicules personnels des employés du TITULAIRE ne sont pas tolérés sur le site. Les véhicules des entreprises intervenantes pourront être admis dans les zones de parking ou d'intervention après accord du responsable sécurité de la CPAM. Ces véhicules ne pourront être stationnés que sur la période d'intervention et la pause déjeuner.

#### **1.2.12. BASE DE VIE**

La base de vie sera installée dans le local R+2, il sera mis à disposition du TITULAIRE des sanitaires ainsi qu'un espace de restauration.

Cet espace doit être tenu dans des conditions optimales de sécurité et d'hygiène.

#### **1.2.13. MATERIAUX INCORPORES**

L'ensemble des matériaux incorporés devra être livré neuf, de première qualité, estampillé des normes et règlements régissant ce type de matériaux et en parfait état de fonctionnement et esthétique. Le service technique du MOA se réserve le droit d'effectuer des vérifications et de refuser tout matériel ne semblant pas présenter les garanties nécessaires.

Les matériaux doivent répondre aux normes nécessaires à leur mise en œuvre en fonction de la typologie du bâtiment (ERP de catégorie 5, Type d'activité W).

En cas de doute, le TITULAIRE devra obtenir l'avis préalable du responsable sécurité du MOA ou du Contrôleur Technique.

Avant leur mise en œuvre, L'ENTREPRISE devra fournir, sur simple demande du MOA, un échantillonnage des produits présentés, afin de pouvoir exercer toutes analyses, tout contrôles et choix de structure, de matière et de coloris

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et assortis d'une garantie totale, pièces et main-d'œuvre, d'une durée de 1 an minimum ou des garanties légales minimales.

La garantie prendra effet à la date de réception des travaux.

Le TITULAIRE devra fournir au MOA l'ensemble des fiches techniques, fiches de sécurité, notice et recueil de normes des matériaux incorporés.

#### **1.2.14. MISE EN ŒUVRE**

Le TITULAIRE doit respecter la législation, les normes et les règles de l'art applicables à l'exécution des travaux et jusqu'au parfait achèvement.

A ce titre, l'exécution des travaux est notamment soumise :

- Aux exigences des cahiers des clauses techniques des Documents Techniques Unifiés (CCT DTU) applicables aux travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux exigences des cahiers des clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS DTU) applicables aux travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux normes françaises ou européennes, notamment les normes françaises homologuées publiées par l'AFNOR (Association française de normalisation) les fournitures et matériaux entrant dans les travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux avis techniques du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment) en vigueur à la date du passage de la commande,
- Aux différents textes issus des codes : Code de la construction et de l'habitation, Code de l'urbanisme, Code de l'énergie,
- Aux prescriptions de mise en œuvre des fabricants des matériaux incorporés, définies dans les avis techniques, documents et notices de ces derniers,
- Aux règles de l'art communément admises dans la profession,
- Au règlement de sécurité des ERP,
- Et à toutes préconisations qui auront été faites au préalable : architecte, maîtrise d'œuvre, bureau d'étude, contrôleur technique...).

L'ensemble des travaux pourra faire l'objet d'un contrôle technique qui sera effectué par un organisme agréé désigné par le MOA et à sa charge.

Ce contrôle portera notamment sur la conformité avec la réglementation en vigueur. Le TITULAIRE devra se conformer aux observations qui seront formulées lors de ces contrôles et il sera tenu de procéder aux modifications nécessaires sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité ou complément de facturation.

Le TITULAIRE est tenu de remettre, à la demande des Services Techniques du MOA ou de l'organisme de contrôle désigné par le MOA, toutes les notes de calculs relatives aux prestations techniques particulières telles que : calcul de puissance, de tension, d'éléments porteurs, de résistance des matériaux, de structure métallique, de débit, de perte de charge, de pression...

Les percements, rebouchages, scellements et ancrages ne devront pas modifier les caractéristiques d'origine des murs, des cloisons, des planchers et des plafonds sur lesquelles elles ont été pratiquées et notamment en terme de résistance structurelle et de résistance au feu.

Le TITULAIRE a un devoir de conseil sur l'ensemble du périmètre de son intervention mais aussi sur tout élément qu'il est amené à découvrir lors de son intervention.

A cette fin il devra informer sans délai les services techniques du MOA de tout danger, dysfonctionnement, et différence avec les documents (plan, cote...)

#### **1.2.15. DELAI D'INTERVENTION**

Préalablement à son intervention, le TITULAIRE devra remettre au MOA un planning d'exécution, celui-ci devra faire apparaître les délais d'intervention en mettant en évidence les principales étapes de l'intervention.

Le TITULAIRE devra tenir compte dans son planning d'intervention de tout délais et notamment des délais liés aux autorisations administratives (voirie...), des délais de commande et de réception des matériaux, ainsi que des prérequis techniques.

#### **1.2.16. QUALITE DES INTERVENANTS**

Le TITULAIRE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par le MOA.

De même, il appartient au TITULAIRE de s'assurer que les activités sont réalisées par des personnels possédant les autorisations et agréments nécessaires et en cours de validité (liste non exhaustive):

- Permis de conduire
- CACES pour l'utilisation de certains engins
- Habilitation électrique
- Habilitation et formation au travail en hauteur

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

En cas de sous-traitance, le TITULAIRE est tenu de faire parvenir au MOA avant le commencement des travaux un document DC4 dûment complété accompagné de l'ensemble des documents requis.

#### **1.2.17. CONFORMITE DES MATERIELS UTILISES**

Le TITULAIRE devra veiller à n'utiliser que du matériel conforme à la réglementation et à jour des contrôles nécessaires notamment pour les appareils de levage et de travail en hauteur.

Le TITULAIRE s'engage à respecter l'utilisation des matériels nécessaires à la parfaite mise en sécurité des intervenants et les préconisations décrites dans le plan de prévention le cas échéant.

Le TITULAIRE veillera à mettre à disposition des intervenants tous les EPI (Equipements de Protection Individuelle) nécessaires et en conformité avec les réglementations en vigueur à la date d'intervention.

Le TITULAIRE veillera à respecter la mise en œuvre des produits et matériaux utilisés en conformité avec les préconisations du fabricant et les recommandations de sécurité notamment celles présentes sur la fiche sécurité des produits.

Le matériel laissé sur site entre deux interventions (nuit, week-end...) reste sous l'entière responsabilité du TITULAIRE tant sur le risque qu'il peut représenter pour les usagers et le bâtiment qu'en cas de dégradation ou vol.

#### **1.2.18. AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

Le TITULAIRE devra informer le MOA des nécessités de déclaration et autorisations administratives en lien avec son intervention, que ce soit sur la durée du chantier (autorisation de voirie ...) ou définitif du fait du résultat de l'intervention (urbanisme...)

Le TITULAIRE fera son affaire des autorisations de voirie pour la mise en place de bennes et/ou le stationnement des véhicules affectés au chantier que ce soit pour la durée limitée du déchargement des matériaux ou pour une durée prolongée (bennes lors de la démolition par exemple).

Aucun sondage, tranchée, percement ne pourra être réalisé en bordure des bâtiments sans que soit effectué les demandes de passage des réseaux (DICT...) et les autorisations nécessaires.

#### **1.2.19. PERMIS FEU ET SECURITE INCENDIE**

Le recours à un permis feu est régi par les texte règlementaires :

- articles R. 4511-1 et R. 4512-2 du Code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure)
- articles R.4227-1 et suivants, R.4216-1 et suivants et L.4121-1 du C. trav. (santé et sécurité au travail);
- article R.4512-7 du C. trav. et article 1er, 21° de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention;
- arrêtés du 8 décembre 2011 et du 13 octobre 2010 relatifs à des installations classées pour la protection de l'environnement;
- arrêté du 5 août 2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 »;
- arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public);
- arrêté du 30 décembre 2011 (règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique).

Un permis feu devra être accordé systématiquement en cas de travaux par point chaud et ce quel qu'en soit l'intensité ou la durée, la liste suivante n'est pas exhaustive:

- Génération d'étincelle : meulage, fraisage, découpage, ébarbage...

- Soudure : soudure arc, MIG, TIG, chalumeau...
- Opération de soudure de matière plastique : sol souple

Le TITULAIRE devra informer le MOA au moins 5 jours ouvrés à l'avance en cas de nécessité d'un permis feu, celui-ci sera valable sur 5 jours consécutifs maximum et devra être renouvelé à chaque période sur la totalité de la durée d'intervention.

Le permis feu sera affiché dans les locaux de l'intervention.

Le TITULAIRE s'engage à respecter sans réserve les consignes qui lui seront données lors de la remise du permis feu.

La délivrance d'un permis de feu ne vaut pas transfert de responsabilité, les travaux restant exécutés sous la seule responsabilité du TITULAIRE.

Les travaux par point chaud devront être arrêtés au plus tard à 15h quotidiennement afin de permettre le contrôle de sécurité postérieur.

Ce contrôle sera à la charge du TITULAIRE, toute suspicion devra faire l'objet d'un contrôle approfondi et faire l'objet d'une information auprès de la MOA

Le TITULAIRE devra disposer des éléments suivants :

- Extincteur à poudre 6kg
- Extincteur CO2 2 kg
- Bâche anti-feu (protection des sols et des parois lors d'intervention par point chaud)

Ces éléments seront portés sur le PGC (Plan Général de Coordination) édité par le CSPS.

Aucune modification ne pourra être effectuée sur les éléments coupe-feu (cloison, porte...) sans accord préalable du service sécurité du MOA tant sur la modification envisagée que sur la solution technique et la conformité des matériaux utilisés.

Tout rebouchage ou scellement effectué dans un élément coupe-feu devra être effectué en conformité avec les propriétés coupe-feu du support et devra être indiqué au responsable sécurité du MOA

Le TITULAIRE veillera à ce que l'ensemble du matériel laissé sur chantier entre 2 interventions soit débranché et ne représente aucun risque : rallonge, matériel électroportatif, batterie...

Le TITULAIRE veillera à ce que les produits laissés sur site ne représentent pas de risque d'inflammation.

#### **1.2.20. PILOTAGE ET COORDINATION**

Les travaux objets du présent marché seront exécutés sous la direction du service technique de la CPAM de la Haute-Garonne.

Le suivi, la coordination et le contrôle des travaux seront réalisés par des prestataires extérieurs :

- OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)
- CSPS (Coordonnateur de sécurité et de Protection de la Santé)
- CT (Contrôleur technique)

Le TITULAIRE s'engage à respecter l'ensemble des préconisations et des recommandations émises par ces prestataires.

L'incidence des dispositions, préconisations et obligations émises par ces prestataires sont réputées incluses dans les prix proposés.

Coordination entre corps d'état : chaque entrepreneur est censé avoir pris connaissance de façon approfondie de l'ensemble du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et en particulier, le CCTP concernant les autres corps d'état, afin notamment de connaître les limites de prestations entre les différents lots.

Le chantier est soumis aux articles réglementaires aux, L4532.1 à 18 du code du travail.

A ce titre le MOA a désigné un Coordonnateur en Matière de Sécurité Protection de la Santé.

Les entreprises seront donc invitées à établir un Plan Particulier de sécurité et protection de la santé, suivant les prescriptions du Plan Général de Coordination et après une visite préalable du chantier avec le Coordonnateur suivant les articles R4532-56 à R4532-74 du code du travail.

#### **1.2.21. OBLIGATION DE DISCRETION ET RESPECT DU REGLEMENT DE L'ENTREPRISE**

Le TITULAIRE s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché. Elle s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux locaux du MOA.

Il est interdit au personnel du TITULAIRE :

- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier,
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances,
- de manquer de respect aux personnel de la CPAM et aux usagers de l'immeuble,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise du TITULAIRE
- d'utiliser des postes radio susceptibles d'engendrer une gêne pour les occupants de l'immeuble
- de fumer à l'intérieur des bâtiments (même dans la zone de travaux) ou à proximité des entrées et parties communes de l'immeuble

Cette liste n'est pas limitative.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus le MOA est en droit, à tout moment, de demander le remplacement des personnels en infraction, ou de leur refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

#### **1.2.22. DEGRADATION, DEFECTUOSITE ET INACHEVEMENT**

Tout élément défectueux faisant l'objet du présent marché, devra être impérativement remplacé aux frais de l'entreprise dans les meilleurs délais.

Toute malfaçon, manquement au respect des règles de l'art ou du descriptif, pourront être notifiés à l'entreprise et inscrits au PV de chantier.

La réception du chantier ne pourra être prononcée qu'après parfait achèvement et le cas échéant reprise des malfaçons et dysfonctionnements.

Le TITULAIRE est responsable de tous dégâts survenus sur le chantier pendant les travaux du fait de ses employés et ses sous-traitants.

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, le TITULAIRE demeure responsable de tous les matériaux, métaux, matériels, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et intégrés au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

#### **1.2.23. DEVELOPPEMENT DURABLE ET QUALITE ENVIRONNEMENTALE**

La totalité des éléments déposés et les gravats doivent être évacués en décharge publique, sauf demande contraire du MOA. Sur demande du MOA, l'entreprise devra fournir les justificatifs de mise en décharge agréée.

Le MOA entend s'impliquer fortement dans une démarche de Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) pour toutes les opérations de travaux dans les bâtiments, objet des travaux du présent marché.

Dans ce cadre, le TITULAIRE devra utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent à condition qu'ils respectent les DTU (documents techniques unifiés).

Aussi, sur simple demande du MOA, le TITULAIRE devra porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre notamment en termes de performances énergétiques.

Ces dispositions concernent notamment, mais non limitativement :

- les isolants,
- les menuiseries extérieures,
- les appareils de production thermique,
- les appareils de ventilation,
- les appareils d'éclairage,
- les produits volatils.

D'autre part, le TITULAIRE, en respect des démarches du MOA dans ce domaine, doit tenir un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

Le choix des produits associés aux travaux d'intérieur devra intégrer des caractéristiques environnementales et sanitaires. Ainsi un étiquetage sanitaire A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 est exigé. Les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaires (FDES) si elles sont disponibles, devront être fournies au MOA comme outil d'aide au choix.

Tous les matériaux visés par une interdiction réglementaire sont proscrits. Les matériaux recyclables, réutilisables ou valorisables seront privilégiés.

#### **1.2.24. FIN DE CHANTIER ET DOCUMENTS**

En fin de chantier, le TITULAIRE est tenu d'effectuer les actions suivantes :

- Essais de fonctionnement : les essais de fonctionnement des matériels et équipements incorporés sont à la charge de l'entreprise et seront effectués en présence d'un représentant des services techniques de la CPAM à leur demande.  
Les essais et la fourniture nécessaires aux essais seront à la charge de l'entreprise y compris en cas de dysfonctionnement et de nécessité de réaliser des essais complémentaires.  
Les résultats et les mesures relevées le cas échéant feront l'objet d'un PV à destination du MOA et seront intégrés au DOE.
- Nettoyage complet du chantier et toutes les zones et cheminements utilisés, le nettoyage de fin de chantier ne donnera pas lieu à une facturation complémentaire et est réputé faire partie de la prestation.
- Fourniture des constats d'évacuation des déchets et de leur retraitement le cas échéant.
- Formation des personnels du service technique aux équipements spécifiques installés.
- La fourniture de l'ensemble des documents dont la liste figure ci-après (« Réception de la prestation »).

#### 1.2.25. GARANTIE

Le TITULAIRE est soumis aux règles relatives à l'ensemble des responsabilités et garanties légales de l'entrepreneur de travaux.

Chaque entreprise est tenue d'assurer l'ensemble de ses ouvrages en :

- Parfait achèvement durée un an suivant et article 44.1 et suivants du CCAG travaux.
- Bon fonctionnement et décennale suivant articles 1790 et suivants, du code civil.

### 1.3. ORGANISATION DES INTERVENTIONS

Après notification du marché, le TITULAIRE sera tenu d'effectuer une visite du site préalable à tout commencement de chantier.

#### 1.3.1. PERIODE DE PREPARATION – ETUDE PREALABLE

Cette période a pour objet de préciser et mettre en œuvre les prérequis à l'intervention :

- Calendrier : les délais d'intervention devront respecter les délais fixés au chapitre 1.2.15 « Délais d'intervention », cependant les dates d'intervention pourront être modifiées en fonction des contraintes de service de la CPAM
- Autorisations administratives : voirie, urbanisme...
- Définition des zones d'intervention, de stockage et de cheminement
- Définition des risques professionnels et mise en œuvre des documents et procédures ad hoc : permis feu, plan de prévention ...

A l'issue de cette période et dans un délai de 15 jours après notification, le TITULAIRE devra remettre au MOA les documents suivants (liste non limitative), selon son périmètre d'intervention :

- Le calendrier d'exécution des travaux ordonné et détaillé par tâche
- Plan d'exécution
- Notes de calculs
- Plans de détail, d'adaptation chantier, de réservations et d'attentes en DWG et PDF
- Notes explicatives des solutions techniques proposées incluant un argumentaire sur le choix effectué
- Plans et schémas d'installation et de mise en œuvre
  - Schémas de raccordement électrique



- Synoptiques
- Schémas de cheminement des réseaux (évacuation, eau, CVC...)
- Les documents attestant des caractéristiques des matériaux et équipements proposés :
  - Fiches techniques
  - Fiches de sécurité
  - Certificats et/ou PV de conformité
  - Echantillons, visuels produits et nuanciers

Il est rappelé que les plans annexés au présent CCTP sont fournis à titre d'information et devront être vérifiés par le TITULAIRE avant toute exécution.

Les études d'exécution proposées par le TITULAIRE ainsi que toutes les notes de calcul et notes explicatives seront soumis à l'approbation du MOA avant tout commencement d'exécution.

Si le TITULAIRE omet de soumettre au MOA les documents, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais. Il est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessaires à leur mise au point.

Les modifications prescrites par le MOA engagent la responsabilité du TITULAIRE sauf si celui-ci a présenté des objections écrites et motivées.

### **1.3.2. PERIODE D'EXECUTION**

Au cours de cette période, le TITULAIRE s'engage à respecter l'intégralité des clauses du présent CCTP ainsi que les des consignes qui auront été formulées en amont que ce soit :

- par le MOA : permis feu, recommandation préalables diverses, choix techniques et esthétiques...
- par un prestataire du MOA : OPC, coordonnateur SPS, contrôleur technique...
- par tout organisme compétent : service de voirie, service d'urbanisme...

A tout moment, le MOA ou un prestataire du MOA pourra vérifier l'avancement, la propreté et le respect des réglementations techniques et de sécurité du chantier.

En cas de manquement, le TITULAIRE s'expose à la mise à l'arrêt du chantier jusqu'à mise en conformité.

Lors de ces interventions, le MOA ou le prestataire du MOA pourra se faire remettre tout document qu'il jugera utile pour vérifier la conformité des matériaux, leur mise en œuvre, les habilitations des personnels du TITULAIRE et le cas échéant de son sous-traitant ainsi que les documents de conformité du matériel utilisé.

Le TITULAIRE est tenu de signaler sans délai au MOA toute modification de mise en œuvre, tout retard, et toute nouvelle information concernant son intervention et découverte dont il aurait connaissance du fait de son intervention.

### **1.3.3. RECEPTION DE LA PRESTATION**

Le TITULAIRE est tenu de replier le chantier dès achèvement de son intervention.  
Le TITULAIRE devra informer sans délai le MOA de l'achèvement du chantier.

Cette opération de clôture comprendra à minima les éléments suivants :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Dans le cas où la réception définitive ne pourrait pas être prononcée, Il sera effectué une visite contradictoire permettant de définir les corrections à effectuer et la date limite de réception, ces éléments pourront être formalisé sur un PV de réception provisoire (formulaires EXE par exemple).

Lors de l'achèvement complet, il pourra être dressé un PV (formulaires EXE par exemple) indiquant la date de parfait achèvement. Cette date sera le point de départ de l'ensemble des garanties liées aux éléments de l'intervention.

Avant la réception, le TITULAIRE devra fournir au MOA l'ensemble des documents en rapport avec son intervention constituant le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) et du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieur sur Ouvrage)

- Plans d'exécution conformes à l'ouvrage exécuté et plans de recollements,
- Notices de fonctionnement des matériels installés
- Notices techniques des fabricants pour l'ensembles des matériaux et éléments installés
- Fiche de préconisation de maintenance
- Fiches de sécurité
- Certificats de garantie des matériels
- Plans de cheminements des réseaux (eau, évacuation...)
- Plans de cheminements des réseaux CVC
- Plan, de câblage, schémas et synoptiques électriques
- Notes de calculs (format PDF et natif)
- PV et/ ou certificats des éléments coupe-feu
- PV d'autocontrôle

Les DOE ET DIUO seront à fournir en 3 exemplaires numériques sur clé USB.

Les documents devront être sécurisés, identifiables et repérables avec logiciel AUTOCAD (DWG) pour les plans et avec les logiciels Word, Excel ou Adobe Reader pour les autres documents. Ces documents devront être exploitable par le MOA.

## 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERE DU LOT 7 : CONTROLE D'ACCES

La déconnexion électrique du local sera effectuée par le lot électricité.

Un tableau de chantier sera posé afin de permettre l'utilisation des matériels électroportatifs par les différents corps d'état.

Un robinet de puisage sera mis à disposition au sein du local.

### 2.1. COORDINATION AVEC LES AUTRES LOTS

L'entreprise devra effectuer ses travaux en coordination avec les autres lots, et notamment :

- Le lot 2 « Plâtrerie – cloisonnement – isolation – faux plafond – peinture », pour l'installation des câbles et systèmes en faux plafonds et cloisons
- Le lot 3 « Menuiserie bois – menuiserie alu et PVC – serrurerie », pour le branchement et l'incorporation des fermetures sur les ouvrants de la portes principale(inchangée) et sur la porte arrière (porte neuve), ainsi que la porte du local technique et de la salle archive et les portes de bureaux.
- Le lot 5 « Plomberie – CVC », pour les vois de cheminement en faux plafond
- Le lot 6 « électricité CFA – CFO », pour le raccordement électrique du système central de contrôle d'accès

### 2.2. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES

#### 2.2.1. REGLES DE L'ART ET NORMES

Toutes les dispositions précisées dans le présent document, ainsi que sur les documents qui le complètent, doivent être respectées tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode d'installation.

L'entrepreneur s'engage à exécuter l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des installations conformément aux règles de l'art de la profession, ainsi qu'aux règlements en vigueur à la date de l'acceptation de l'offre définitive quand bien même il n'en serait pas fait mention.

L'entreprise qui réalisera les travaux sera qualifiée pour les accomplir.

En conséquence, elle sera réputée connaître les règles de l'art associées à cette qualification technique. Son action pendant tout le déroulement des travaux devra en tenir compte.

Notamment, une attention particulière devra être portée sur les contraintes liées à la réalisation des ouvrages :

- Qualité des montages,
- Qualité de la connectique,
- Qualité des composants,
- Qualité des contrôles.

Les ouvrages exécutés seront conformes aux règlements, aux normes françaises et aux D.T.U. Ils respecteront en particulier :

- Code de la construction et de l'habitation,
- Décret 2010-1017 du 30 août 2010 concernant la protection des travailleurs,
- Code du travail,

- Règlements de sécurité régissant les établissements recevant du public,
- Normes et réglementation du type W,
- Règlements sanitaires,
- Consignes de montage données par les constructeurs.

La mise en œuvre des techniques nouvelles non couvertes par un D.T.U. devra se faire en suivant les prescriptions d'un avis technique du CSTB.

### 2.2.2. NORMES ET GUIDES ELECTRIQUES

- NFC 12-100 et additifs, relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques,
- NFC 12-200 relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique,
- UTE C 15-900 relative à l'organisation courants forts et courants faibles,
- NFC 11-001 relative aux conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique,
- NFC 15-100 et additifs relatifs aux installations électriques à basse tension et aux règles de distribution,
- NFC 20 : constructions électriques,
- NFC 26 : isolants électriques,
- NFC 30 : conducteurs nus et isolés,
- NFC 61 : appareillage pour installations domestiques et analogues,
- NFC 63 : appareillage industriel à basse tension,
- NFC 63-800 et l'arrêté du 10 novembre 1976 relatif aux installations de sécurité
- Norme CEI 60 947.1 à 4 : pour l'appareillage BT,
- Norme CEI 60 439.1 : pour les tableaux basse tension,
- NFC 71-100 et C 72-100 : pour les appareils d'éclairage
- NFC 11-000 de l'UTE
- NFC 13-100 de l'UTE
- NFC 14-100
- NFC 13-200
- NFC 91-100 sur la protection de la radiodiffusion et de télédiffusion
- Le guide UTE C15-520 : Installation électrique à basse tension - Guide pratique : canalisations, modes de pose, connexion.
- Le guide UTE C15-900 : Guide pratique : cohabitation entre réseaux de communication et d'énergie

Cette liste n'est pas limitative, notamment en ce qui concerne les normes propres aux matériels et à leur fabrication.

Si pendant la réalisation, de nouveaux règlements entraient en vigueur, le Titulaire devrait effectuer les modifications nécessaires, de manière à livrer, à la réception, des installations conformes aux dernières dispositions.

Le Titulaire aura à sa charge toutes les prestations nécessaires à l'obtention éventuelle des agréments de la part des organismes certificateurs.

### 2.2.3. CHOIX DU MATERIEL

Indépendamment des Normes françaises auxquelles devront obéir les différents matériels proposés, l'entreprise proposera un matériel :

- Obéissant aux performances décrites dans les chapitres.
- Robuste (le matériel proposé sera défini dans sa durée de vie - nombre d'heures de fonctionnement - nombre de manœuvres pour les contacteurs).

- D'un entretien aisé (facilité d'accès, interchangeabilité des pièces consommables).
- Comportant des organes dont la fabrication devra être maintenue dans le temps pour un réapprovisionnement éventuel.

Les matériels utilisés seront compatibles avec le système Horoquartz déjà en place dans l'organisme, il pourra donc s'agir de matériels de la marque Horoquartz ou présentant des caractéristiques équivalentes. Ainsi, l'ensemble des équipements devront présenter une compatibilité totale avec le système de gestion de contrôle d'accès (Protecsys) possédé par la CPAM qui est de marque Horoquartz.

Tout le matériel devra être défini et proposé au Maître d'ouvrage, avant commande par le présent lot auprès des fabricants concernés.

Le Maître de l'Ouvrage ou son représentant, pourra refuser tout matériel ou appareillage qui ne lui paraîtrait pas correspondre aux besoins de l'installation ou aux prescriptions du présent descriptif, sans que cette décision puisse motiver une modification des conditions du marché, de leur application, ou provoquer l'établissement d'un additif.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable des délais supplémentaires qui pourraient découler du fait de la présentation de matériel ou appareillage qui ne serait pas accepté par le Maître d'ouvrage ou son représentant. Il devra, en effet, proposer le matériel à l'acceptation suffisamment à l'avance pour éviter tout retard dans ce sens.

Aucune substitution d'appareil ou de matériel prévu et agréé, ni modification des emplacements ne sera tolérée, sauf cas de force majeure mais avec autorisation écrite.

Tous les matériaux et travaux présentant des défauts seront refusés et toutes les conséquences de ce refus (démontage, enlèvement, raccords, retard, etc.) seront imputées à la charge de l'entrepreneur.

Pour ce qui concerne les matériels nouveaux et de mise en œuvre non traditionnelle, une approbation devra être demandée au Maître d'ouvrage après essais faits suivant la demande. Les frais de ces essais seront supportés par l'entreprise.

Tous les matériaux et appareillages entrant dans la constitution des installations seront conformes aux Normes de l'UNION TECHNIQUE DE L'ELECTRICITE.

Ils seront posés avec tous les soins désirables et dans les conditions de sécurité absolue de résistance et d'isolement.

#### **2.2.4. INSTALLATION DU CONTROLE D'ACCES**

Fourniture et pose d'un système de contrôle compatible avec le système Horoquartz déjà en place dans l'organisme, il pourra donc s'agir de matériels de la marque Horoquartz ou présentant des caractéristiques équivalentes comprenant :

- Tête de lecture SmarTCL-X2 Mifare Classic et DESFire
- Alimentation secourue SLAT€SAME-2 24V 2,5A C24 avec batterie 7Ah
- Module GPI 485 MB
- Bouton poussoir 6Amp – 2 modules blanc
- Support pour fixation à vis Batibox – sécable – pour 1 poste – 2 mod
- Boîte monoposte Batibox – cloison sèche – pour 1 poste – prof. 60mm
- Déclencheur manuel vert 2 contacts avec capot + buzzer et led
- Contacteur à clé en applique 1 sens à impulsion, compris fourniture du cylindre

- Lecteur de présence utilisé en mode mixte (gestion des présences et des accès pour les accès au rez-de-chaussée et R+2), y compris badges
- raccordement du verrou électromécanique 1000 et des ventouses électromagnétiques et alimentations.
- Raccordement des équipements
- Divers accessoires pour une finition parfaite et propre
- Paramétrage du matériel et de l'application, tests et mise en service

L'entreprise titulaire du lot devra réaliser la mise en service et la formation des utilisateurs.

Les appareils devront être conformes aux normes en vigueur avec les caractéristiques techniques décrites ci-dessus.

L'entreprise devra la fourniture de 20 badges. La programmation de ces badges se fera par les services de la maîtrise d'ouvrage.

#### Localisation :

Contrôle d'accès pour portes des niveaux Rez-de-Chaussée, et R+2 (Cf. plans d'implantation en annexe)

#### **2.2.5. CABLES ET CHEMINEMENTS**

Fourniture et pose des lignes pour toutes les alimentations de tous les équipements à installer de type :

- . Câble SYT 3 à 5P 6 à 8/10 AWG Gris (câblage normalisé)
- . Raccordement sur alimentation laissée par l'électricien
- . Y compris accessoires et chemin de câble si nécessaire

Installation en respect des normes en vigueur et placés dans des cheminements techniques protégés.

Nota : Les câbles seront d'une section suffisante pour avoir une résistance mécanique correcte et des caractéristiques électriques, résistances, isolement, compatibles avec les contraintes de l'installation.

#### Pose des canalisations

- . Sous conduits encastrés type ICTA ou ICA APE dans les cloisons ou mur de séparation.
- . Sous conduits apparents type IRL dans les autres locaux sans faux-plafond si le cas se présente.
- . Sous goulotte dans les locaux où les conduits ne peuvent être encastrés.

La section d'occupation des conducteurs dans les conduits, toutes protections comprises, ne devra pas être supérieure au tiers de la section intérieure du conduit.

#### Localisation :

Pour raccordement de tous les équipements, de tous les niveaux